

Communiqué de Presse

Crise alimentaire : on ne peut jouer au casino avec l'alimentation !

vendredi 9 mai 2008, par [CPE](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2008).

(Bruxelles, le 7 mai 2008) Si les émeutes de la faim dans 40 pays ont attiré l'attention de l'opinion, la crise alimentaire ne date pas d'aujourd'hui.

Après des décennies de dérégulation du marché international et européen, sous les auspices très idéologiques de l'OMC et de l'UE, le bilan est sévère et dramatique. La crise actuelle montre qu'on ne peut jouer avec l'alimentation et que la régulation des marchés au niveau international comme au niveau européen est indispensable à la sécurité alimentaire des populations.

C'est donc dans un contexte de forte baisse des stocks alimentaires que les agrocarburants industriels se sont développés dans le monde ces 2 dernières années, aggravant la pression sur les marchés. La décision politique très interventionniste de l'UE de financer leur développement et d'obliger le marché à les incorporer, a accentué la perspective de concurrence avec les productions alimentaires.

Après les sécheresses à répétition en Australie qui ont pesé sur les cours, c'est la spéculation financière internationale, à partir de l'été 2007, qui a provoqué une nouvelle et brutale augmentation de certains prix agricoles. Dans de nombreux pays, la privatisation des stocks alimentaires favorise la spéculation locale.

La planète, qui d'après la FAO peut nourrir 12 milliards d'habitants, ne manque pas globalement d'alimentation ; d'ailleurs la récolte de blé n'a jamais été aussi bonne qu'en 2007 et celle de riz a été très bonne. Le problème est l'accès des populations pauvres à cette alimentation et la dépendance de nombreux pays vis à vis des importations, favorisée par les institutions internationales.

Rappelons que les prix alimentaires ont augmenté bien davantage que ne le justifie l'augmentation de certains prix agricoles. L'agro-industrie et la grande distribution portent une lourde responsabilité.

Quelles réponses apporter à la situation actuelle ?

- Nous avons besoin de politique publique en agriculture, pour gérer les marchés et les stocks, nécessaires à la sécurité alimentaire.
- La régulation des marchés est sans doute plus devant nous que derrière et la Commission Européenne, le nez dans le guidon d'un bilan de santé sans bilan, devrait voir plus loin.
- C'est l'agriculture paysanne, vivrière et sociale qui sera la garante de la sécurité alimentaire des populations. Elle peut nourrir toute la population du monde.

Cette agriculture paysanne, associée à une volonté politique de relocaliser les productions et de donner la priorité au commerce local et régional, peut aussi contribuer à refroidir la planète, à protéger la fertilité des sols et la biodiversité.

La souverainete alimentaire est un enjeu incontournable au Nord comme au Sud.

Contacts :

René Louail (CPE) : +33672848792

Rafael Hernández (COAG) : +34616436556